Experts Crypto

Bulletin d'information octobre 2023

"J'ai développé un nouveau système open source P2P e-cash appelé Bitcoin. Il est complètement décentralisé, sans serveur central ni parties de confiance, car tout est basé sur la preuve cryptographique au lieu de la confiance."

Satoshi Nakamoto le 11 février 2009

INTRODUCTION

L'économie globale navigue en eaux troubles. L'inflation s'emballe à un rythme inquiétant, obligeant les banques centrales à manœuvrer en urgence la barre des taux d'intérêt pour calmer la surchauffe des prix.

Cet océan agité place les décideurs face à un défi complexe. Comment étouffer l'inflation sans provoquer la tempête sur des marchés financiers déjà fébriles ? Le moindre faux pas pourrait faire chavirer la frêle embarcation.
Les politiques monétaires et budgétaires doivent se compléter harmonieusement. Parallèlement, l'arsenal réglementaire doit être ajusté pour renforcer la robustesse du système financier.

Mais le monde regorge aussi d'opportunités nouvelles, avec l'avènement du numérique qui ouvre de nouveaux rivages. Pour peu que le courage et la sagesse guident les décideurs, l'embarcation pourrait voguer vers des horizons plus prospères.

Colosse aux pieds d'argiles, le système financier mondial sous des dehors opulents, laisse transparaître des vulnérabilités inquiétantes.
Les dettes, publiques et privées, ont dérivé à des niveaux abyssaux après des années de taux au plancher. Les prix de l'immobilier défient les lois de la gravité, gonflés par un emballement spéculatif. Pendant ce temps, l'appétit pour le risque s'est débridé sur les marchés, enivré par une liquidité surabondante. Cette fête financière menace aujourd'hui de tourner court. Les premiers signes de stress émergent ici et là. Si l'on n'y prend garde, le colosse aux pieds d'argile pourrait chanceler, entraînant l'économie mondiale dans sa chute.

Face à ces vulnérabilités, les rapports économiques annuels tirent la sonnette d'alarme. Ils mettent en garde contre une tempête qui couve, et poussent à consolider d'urgence les bases fragiles du système, faute de quoi, le moindre soubresaut pourrait déclencher un séisme aux conséquences incalculables.

Nous vous proposons aujourd'hui un bulletin sur le thème de la macroéconomie, c'est-à-dire une vision de l'environnement économique sur le plan mondial. Sous l'angle des grandes instances financières que sont les banques centrales américaine et européenne.

Accompagnons ceux qui osent,

Bonne lecture.

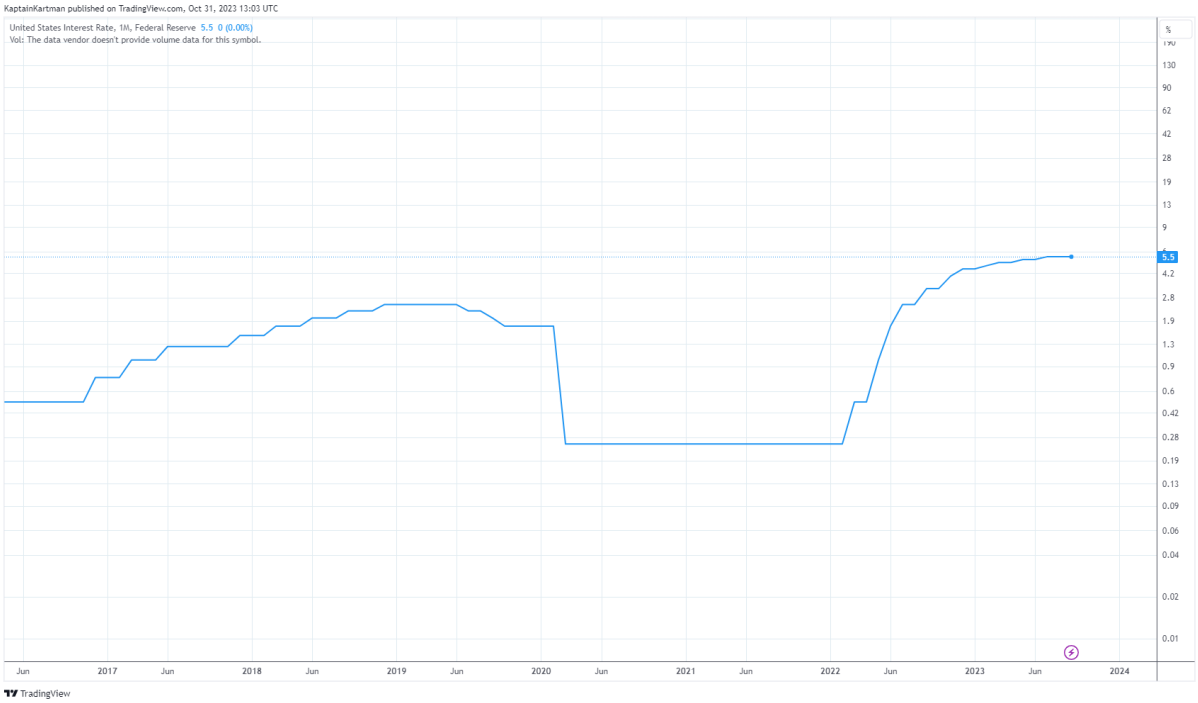
ANALYSE FONDAMENTALE

La Réserve Fédérale et l'économie américaine

Federal Reserve, Washigton

Politique monétaire

Face à une inflation toujours largement supérieure à la cible de 2%, et un marché de l'emploi en surchauffe, la Réserve fédérale (FED) a continué en 2022 et début 2023 de remonter ses taux directeurs (Graphique).



Cependant, consciente des délais avec lesquels ses décisions affectent l'économie réelle, elle a récemment adopté une approche plus progressive et mesurée.

Concrètement, alors qu'elle augmentait sa fourchette cible de 0,75 point fin 2022, elle est passée à des relèvements plus modérés de 0,25 point entre janvier et mai 2023. Puis elle a marqué une pause en juin pour évaluer les effets du resserrement déjà opéré. Une dernière hausse de 0,25 point a été enregistrée en août maintenant ainsi le taux des fonds fédéraux dans une fourchette cible de 5,25 % à 5,5 %, le plus élevé depuis environ 22 ans.

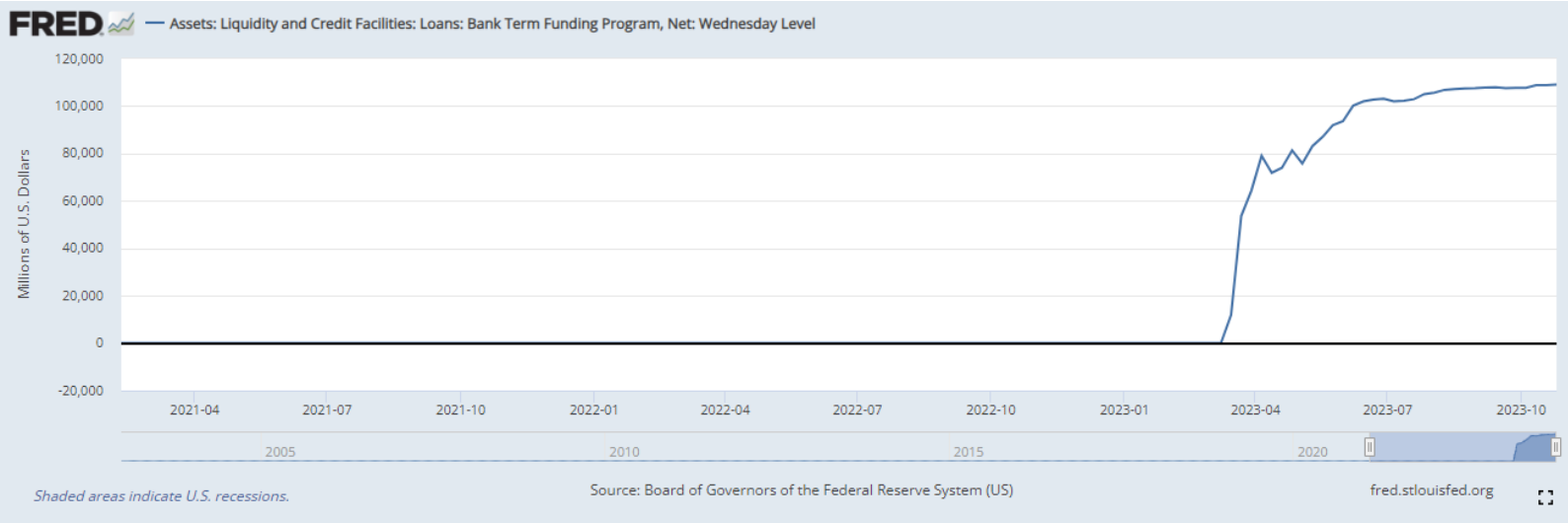
La Réserve fédérale a maintenu les taux d'intérêt inchangés dans une décision annoncée ce mercredi 20 septembre, tout en indiquant qu'elle prévoit toujours une nouvelle hausse avant la fin de l'année et moins de baisses que précédemment envisagées l'année prochaine.

Si la Fed décide de procéder à cette hausse, cela représenterait douze hausses au total depuis le début du resserrement de la politique monétaire en mars 2022.

Tout en restant déterminée sur le front des prix, elle fait preuve de souplesse dans le dosage de ses instruments. Cette approche plus progressive traduit la volonté de la Fed de faire retomber l'inflation sans étouffer brutalement une croissance déjà haletante.

À l'avenir, la Réserve fédérale restera à l'écoute des données économiques. Pour y parvenir, elle dispose d'une gamme d'outils et s'appuie sur un large éventail d'indicateurs, des conditions du marché du travail aux anticipations d'inflation en passant par l'évolution des marchés financiers.

Par ailleurs, suite au débâcle de la Silicon Valley Bank, les excédents de réserves détenus par les banques auprès de la Fed ont connu une forte augmentation, en raison de mesures visant à soutenir la liquidité. En effet, la Réserve fédérale a introduit, en mars, le Programme de financement à terme des banques (BTFP), qui a mis à disposition des financements supplémentaires pour les établissements dépositaires éligibles afin de s'assurer qu'ils puissent répondre aux besoins de l'ensemble de leurs déposants (Graphique).

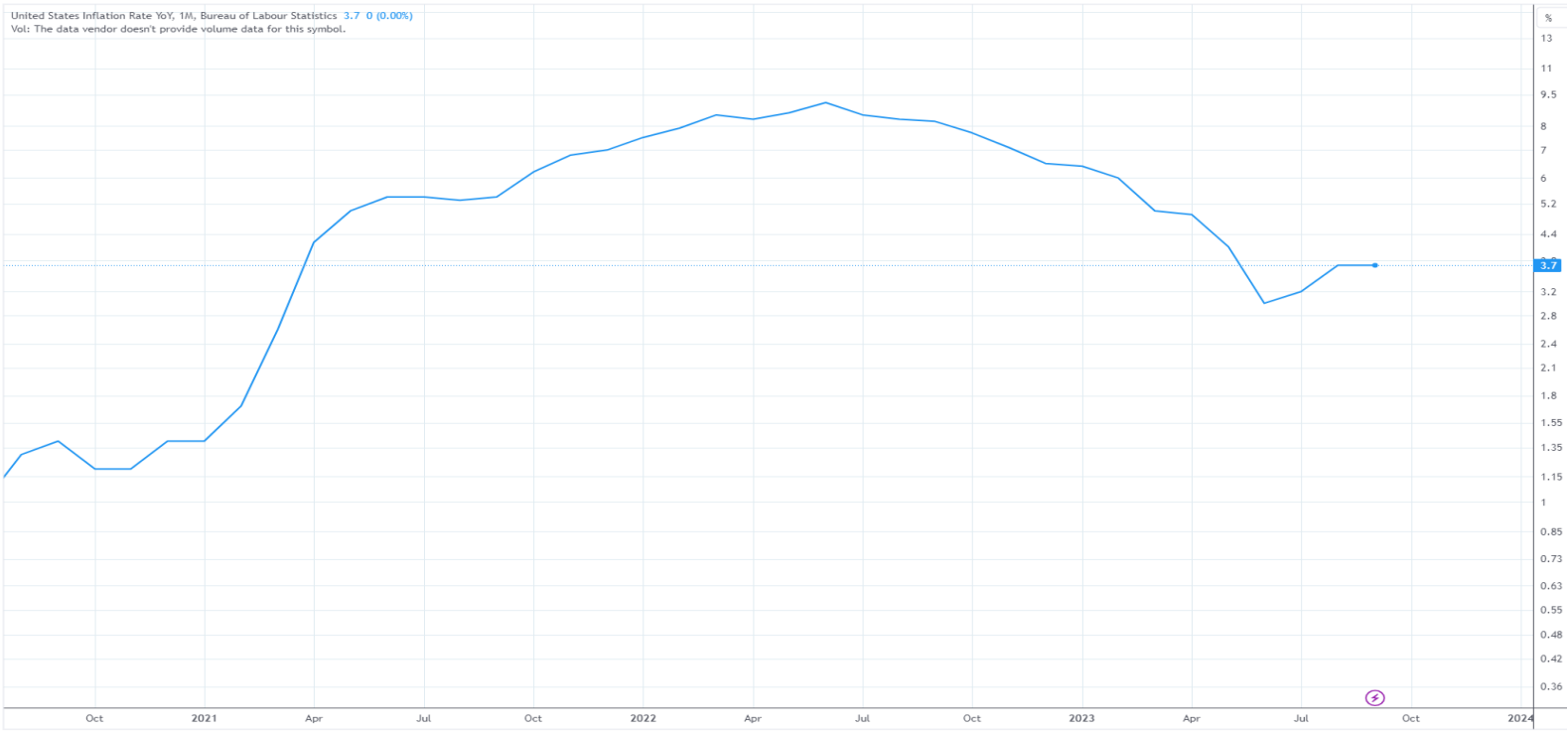


La Fed cherche à organiser progressivement son bilan tout en gardant un niveau de réserves suffisant pour conserver durablement des réserves abondantes dans le système bancaire, garantissant ainsi une transmission efficace de sa politique monétaire à l'économie réelle.

Outre l'analyse d'un large éventail de données économiques et financières, la Réserve fédérale recueille également des informations qualitatives auprès d'entreprises et d'experts à travers le pays, synthétisées dans le “Beige Book”. Elle sonde aussi directement les acteurs de l'économie réelle via l'initiative "Fed Listens" et ses programmes de développement communautaire, pour comprendre comment sa politique monétaire affecte la vie quotidienne.

Inflation

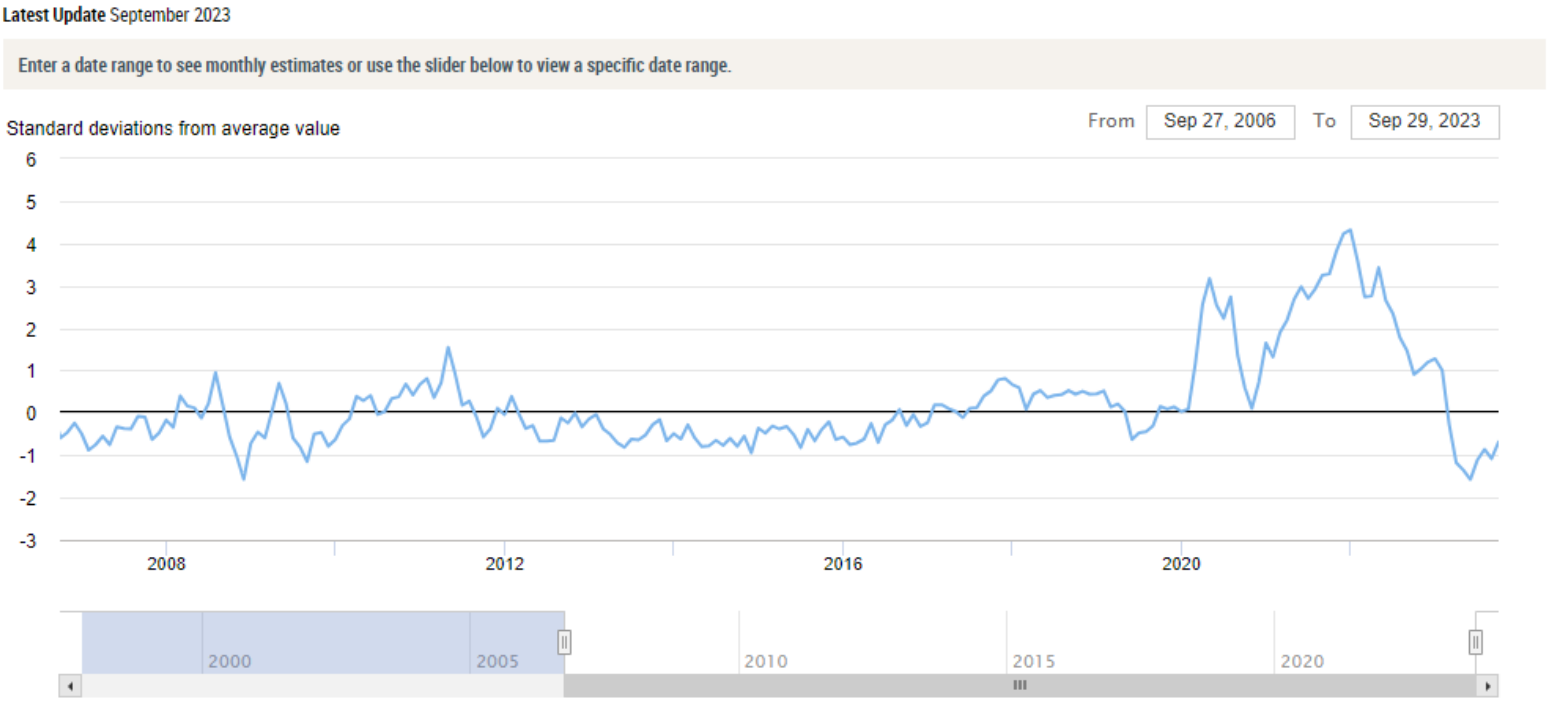
Selon le Bureau of Labor Statistics des États-Unis, l'Indice des prix à la consommation pour tous les consommateurs (CPI), a augmenté de 0,5 % en août, après une hausse de 0,2 % en juillet. Sur une période de 12 mois, l'ensemble des articles a connu une augmentation de 3,7 %, (Graphique).



Parmi les indices en hausse ces derniers mois, on peut citer le loyer, l'équivalent locatif pour les propriétaires, l'assurance automobile, les soins médicaux et les soins personnels. En revanche, les indices pour les voitures d'occasion et les camions, ainsi que les loisirs, ont enregistré une baisse au cours du mois.

La baisse de l'inflation globale s'explique en partie par des facteurs temporaires. Les prix de l'énergie et de l'alimentation ont diminué par rapport aux niveaux élevés causés par la guerre en Ukraine.
Cela a fait baisser la contribution de ces secteurs à l'inflation. De plus, certaines mesures budgétaires visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation ont également contribué à réduire l'inflation à court terme. Or, si ces mesures sont supprimées et que les prix subventionnés augmentent à nouveau, leur effet sur l'inflation pourrait s'inverser.

Une amélioration plus durable pourrait venir du fait que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales se sont atténuées et sont revenues à la normale (Graphique).



Cela a permis de résorber les retards de livraison. Cette normalisation a surtout affecté les prix des biens, qui sont beaucoup plus échangés au niveau international que les services. Les prix des biens ont alors augmenté plus lentement, et ont même parfois baissé. La pression sur les prix a aussi diminué car les habitudes de consommation sont revenues à la normale après la pandémie, où la demande était concentrée sur les biens au détriment des services.

Cette rotation de la demande a stimulé la hausse des prix dans le secteur des services. Aux États-Unis notamment, les services sont redevenus le principal moteur de l'inflation. Ce changement rend l'inflation plus persistante.

Historiquement, les prix des services varient beaucoup moins que ceux des biens. Cela s'explique en partie par l'importance des coûts salariaux dans les services, près de deux fois plus élevés que dans l'industrie. Ce lien accentué aux salaires, généralement plus rigides, et la moindre exposition des services à la concurrence internationale, renforcent l'inertie des prix.

Croissance

Aux États-Unis, on prévoyait une décélération de la croissance économique, passant de 2,1 % en 2022 à 1,8 % en 2023, puis à seulement 1,0 % en 2024 (Tableau).

World Economic Outlook Growth Projections

(Real GDP, annual percent change)	2022	PROJECTIONS 2023	2024
World Output	3.5	3.0	3.0
Advanced Economies	2.7	1.5	1.4
United States	2.1	1.8	1.0
Euro Area	3.5	0.9	1.5
Germany	1.8	-0.3	1.3
France	2.5	0.8	1.3
Italy	3.7	1.1	0.9
Spain	5.5	2.5	2.0
Japan	1.0	1.4	1.0
United Kingdom	4.1	0.4	1.0
Canada	3.4	1.7	1.4
Other Advanced Economies	2.7	2.0	2.3
Emerging Market and Developing Economies	4.0	4.0	4.1
Emerging and Developing Asia	4.5	5.3	5.0
China	3.0	5.2	4.5
India	7.2	6.1	6.3
Emerging and Developing Europe	0.8	1.8	2.2
Russia	-2.1	1.5	1.3
Latin America and the Caribbean	3.9	1.9	2.2
Brazil	2.9	2.1	1.2
Mexico	3.0	2.6	1.5
Middle East and Central Asia	5.4	2.5	3.2
Saudi Arabia	8.7	1.9	2.8
Sub-Saharan Africa	3.9	3.5	4.1
Nigeria	3.3	3.2	3.0
South Africa	1.9	0.3	1.7
Memorandum			
Emerging Market and Middle-Income Economies	3.9	3.9	3.9
Low-Income Developing Countries	5.0	4.5	5.2

Source: IMF, *World Economic Outlook Update*, July 2023

Latest World Economic Outlook Growth Projections

(Real GDP, annual percent change)	2022	PROJECTIONS 2023	2024
World Output	3.5	3.0	2.9
Advanced Economies	2.6	1.5	1.4
United States	2.1	2.1	1.5
Euro Area	3.3	0.7	1.2
Germany	1.8	-0.5	0.9
France	2.5	1.0	1.3
Italy	3.7	0.7	0.7
Spain	5.8	2.5	1.7
Japan	1.0	2.0	1.0
United Kingdom	4.1	0.5	0.6
Canada	3.4	1.3	1.6
Other Advanced Economies	2.6	1.8	2.2
Emerging Market and Developing Economies	4.1	4.0	4.0
Emerging and Developing Asia	4.5	5.2	4.8
China	3.0	5.0	4.2
India	7.2	6.3	6.3
Emerging and Developing Europe	0.8	2.4	2.2
Russia	–2.1	2.2	1.1
Latin America and the Caribbean	4.1	2.3	2.3
Brazil	2.9	3.1	1.5
Mexico	3.9	3.2	2.1
Middle East and Central Asia	5.6	2.0	3.4
Morocco	1.3	2.4	3.6
Saudi Arabia	8.7	0.8	4.0
Sub-Saharan Africa	4.0	3.3	4.0
Nigeria	3.3	2.9	3.1
South Africa	1.9	0.9	1.8
Memorandum			
Emerging Market and Middle-Income Economies	4.0	4.0	3.9
Low-Income Developing Countries	5.2	4.0	5.1

Source: IMF, *World Economic Outlook*, October 2023

Néanmoins, les prévisions pour 2023 et 2024 ont été révisées à la hausse de 0,3 et 0,5 point de pourcentage respectivement, grâce à une résilience remarquable de la consommation au premier et deuxième trimestre. Cette résilience découle en grande partie d'un marché du travail toujours tendu, soutenant ainsi une augmentation des revenus.

Toutefois, il est peu probable que cette impulsion de la consommation perdure car les consommateurs ont largement épuisé leurs économies excédentaires accumulées pendant la pandémie, et il est anticipé que la Réserve fédérale augmente les taux d'intérêt à l'avenir, exerçant une pression sur la croissance économique dans les années à venir.

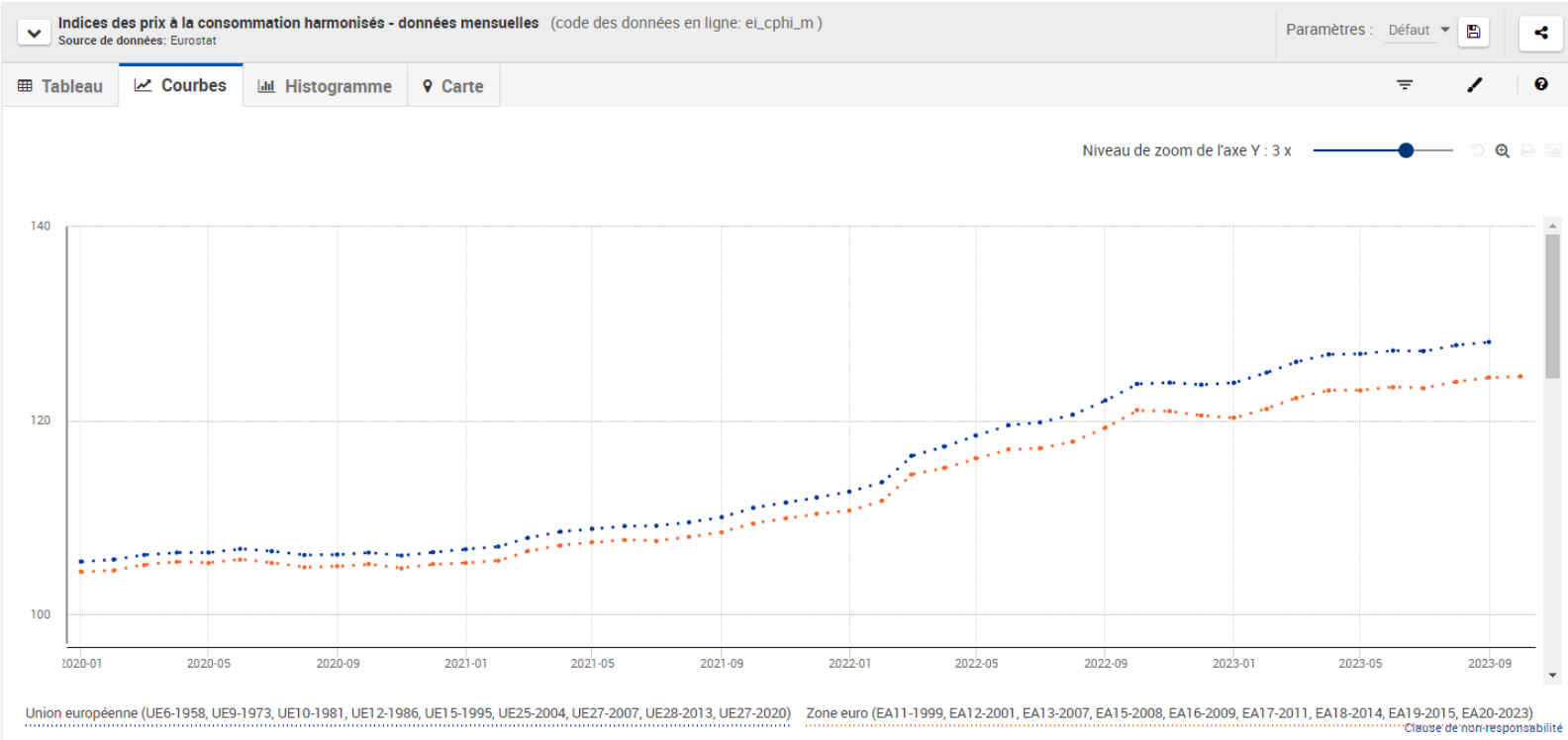
L'UE et la Banque Centrale Européenne

European Central Bank, Frankfurt

Inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 4,3% en septembre 2023, contre 5,2% en août. Un an auparavant, le taux était de 9,9 %. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

L'inflation était donc à son apogée en 2022 et commence à ralentir en 2023. On le voit bien sur l'indice des prix à la consommation (BASE 100 en 2015). La hausse des prix a été initié en janvier 2021 et nous sommes en train de vivre ce qui pourrait être un retournement de la tendance. Que nous tenterons d'éclaircir par la suite. (Graphique)



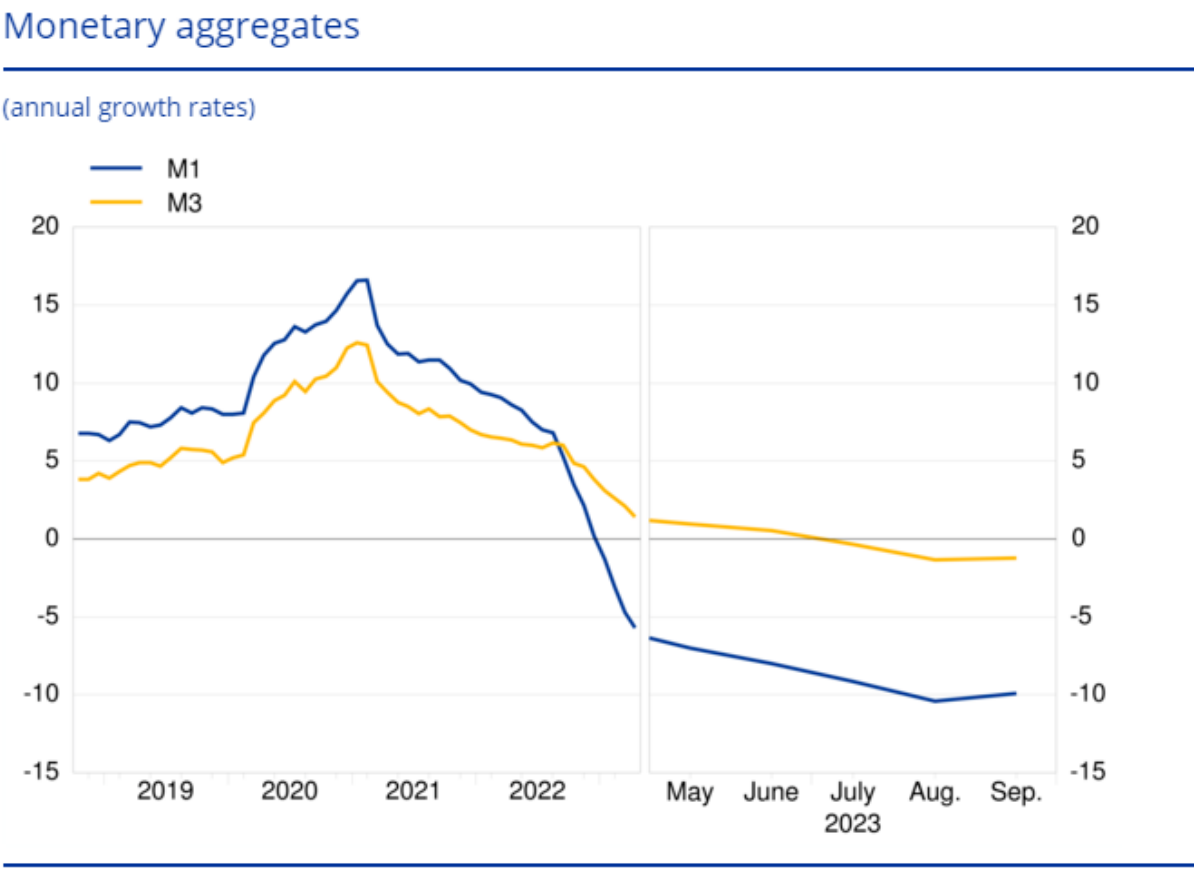
Les taux annuels les plus bas ont été enregistrés en Belgique (1,7 %), au Luxembourg (2,0 %) et en Espagne (2,1 %). Les taux annuels les plus élevés ont été enregistrés en Hongrie (17,5 %), en Slovaquie et en Pologne (tous deux à 10,3 %).
En septembre, la plus grande contribution au taux d'inflation annuel de la zone euro est venue de la catégorie des services (+2,05 points de pourcentage), suivie des catégories alimentation, alcool et tabac (+1,78 points de pourcentage).

Nous n'avons rien à ajouter par rapport à l'analyse autour de l'inflation aux USA, les deux économies étant similaires, elle est également valable pour la zone européenne,

Aggrégats

Les dernières statistiques monétaires publiées par la Banque centrale européenne révèlent un essoufflement de la dynamique monétaire en zone euro.

La croissance de M3, un agrégat monétaire large mesurant la masse monétaire, a ralenti sur un an. Ses composantes ont évolué diversement, mais globalement leur contribution à l'expansion monétaire s'est tassée. Notamment, la progression de M1 comprenant les liquidités s'est contractée, signalant un moindre appétit pour les actifs ultra-liquides (Graphique).



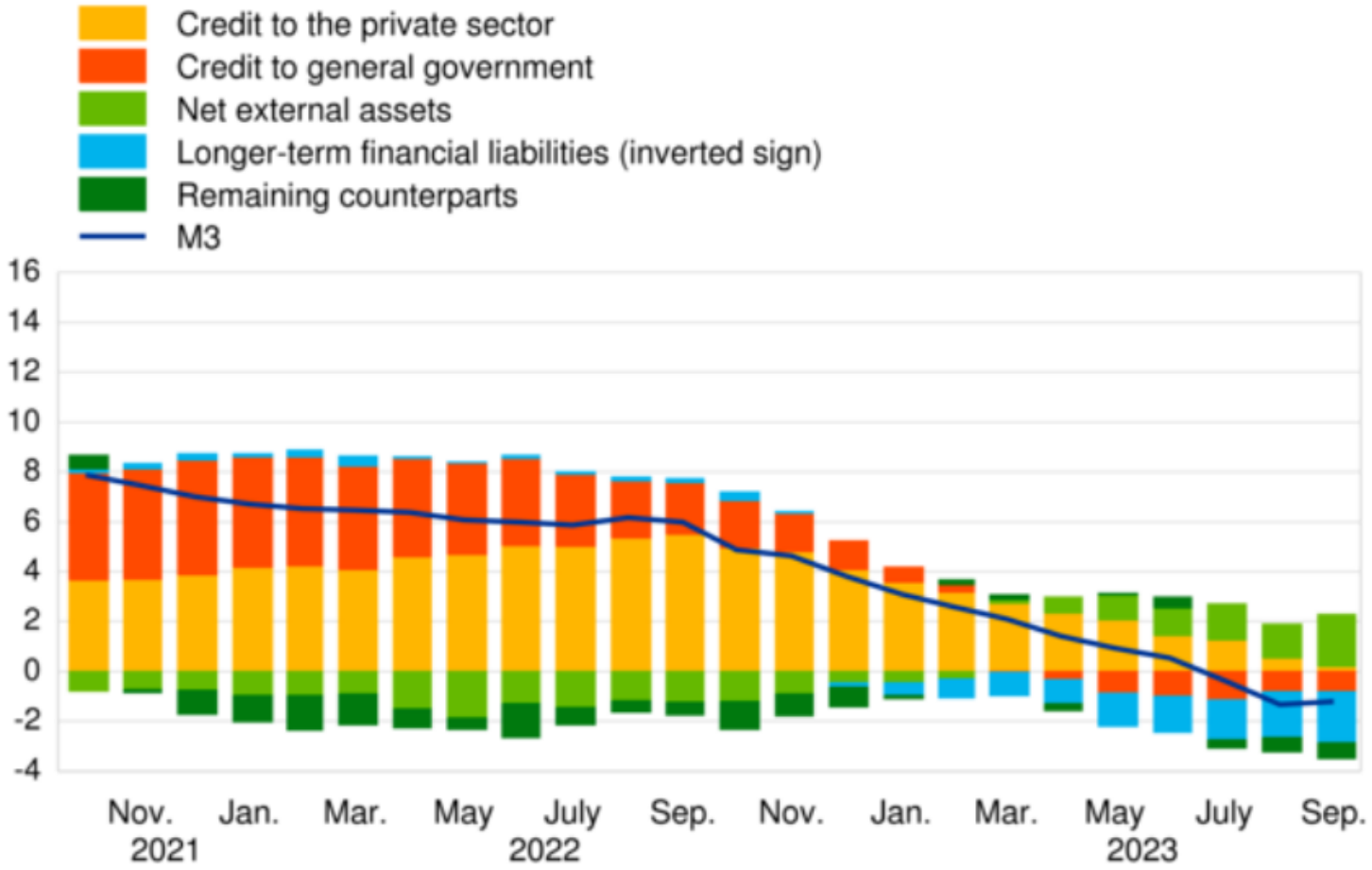
Du côté des dépôts, on observe également un fléchissement. La croissance des dépôts des ménages et des entreprises non-financières dans M3 a décéléré, traduisant un essoufflement de l'épargne liquide.

Concernant le financement de l'économie, le dynamisme du crédit au secteur privé s'est atténué. La contribution du crédit aux entreprises et aux ménages à la croissance monétaire

a reculé. De plus, le crédit aux administrations publiques s'est légèrement contracté, sous l'effet des politiques d'assainissement budgétaire (Graphique).

Contribution of the M3 counterparts to the annual growth rate of M3

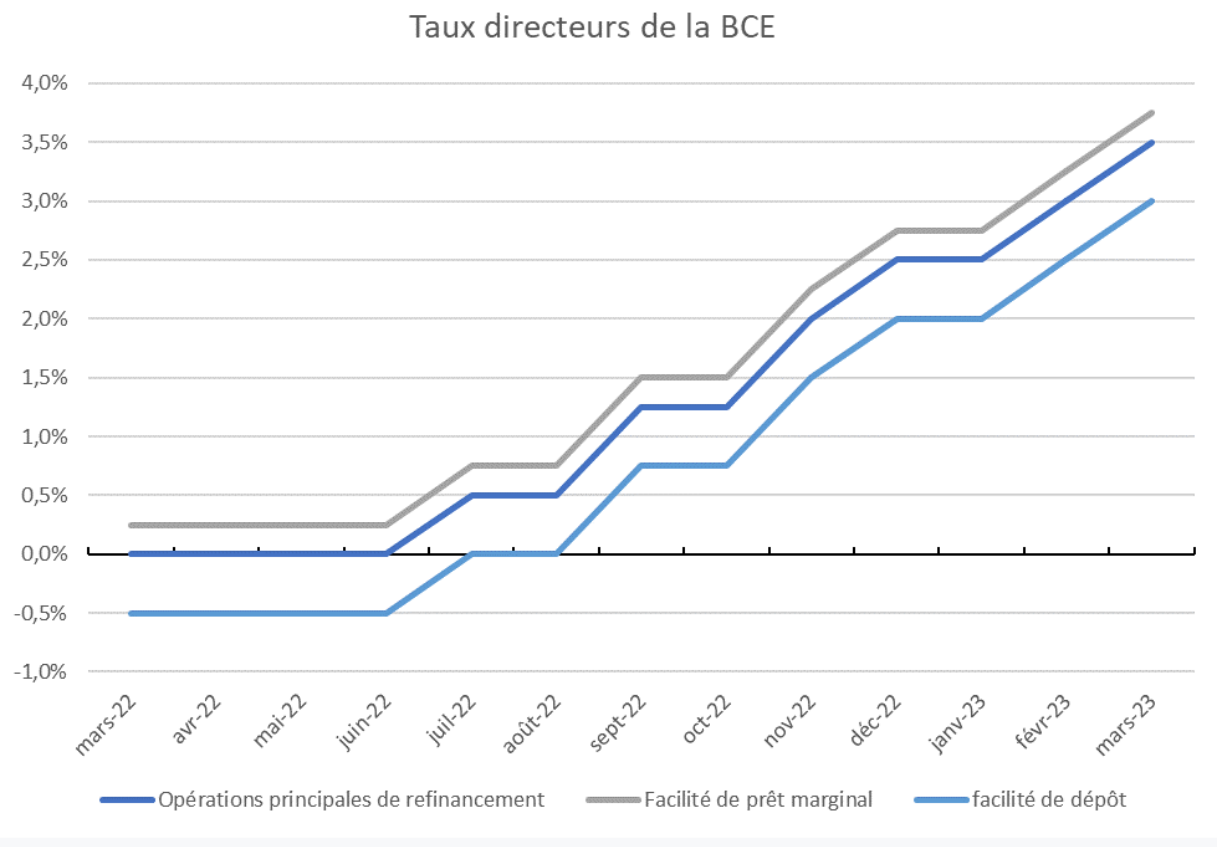
(percentage points)



Ces différents signaux témoignent d'un ralentissement global de l'expansion monétaire et du financement de l'activité économique en zone euro. La BCE suivra avec attention ces tendances, qui pourraient préfigurer un essoufflement de la croissance dans les prochains mois et appeler à un ajustement de sa politique pour revenir vers une position plus accommodante.

Politique monétaire

On constate que les institutions financières n'avaient pas anticipé un regain aussi manifeste de l'inflation car ils n'ont commencé à mener une politique d'austérité monétaire qu'à partir de juin 2022 (Graphique), soit un an et demi après les hausses du taux d'inflation annuel. Durant le troisième trimestre 2023 l'inflation a maintenu sa tendance à la baisse, mais il est anticipé qu'elle demeurera trop élevée pendant une durée prolongée.



C'est pourquoi, le Conseil des gouverneurs affiche une détermination inébranlable quant à la réinstauration rapide de l'inflation à son objectif de 2 % à moyen terme. Dans cette optique, il a opté, le jeudi 14 septembre, pour une hausse de 25 points de base des trois taux d'intérêt essentiels de la BCE, afin de consolider les avancées vers cet objectif. Concrètement, le taux de la facilité de dépôt est maintenu à 4 % (son plus haut niveau historique), celui des opérations principales de refinancement à 4,50 % et celui de la facilité de prêt marginal à 4,75 %. De plus, après avoir réhaussé dix fois d'affilée ses taux entre juillet 2022 et septembre 2023, la Banque centrale européenne a décidé de les maintenir ce jeudi 26 octobre. L'institution monétaire entend désormais voir les effets de ce resserrement sur l'inflation et l'économie, le plus violent depuis la création de la zone euro.

Lorsque la banque centrale augmente le taux de facilité de dépôt, elle rend plus attrayant pour les banques de déposer leur argent à la banque centrale plutôt que de le prêter ou de l'investir ailleurs. Cela incite les banques à préférer la sécurité offerte par la banque centrale, mais cela réduit également la quantité d'argent disponible pour les prêts aux entreprises et aux particuliers. Et lorsque la BCE augmente le taux de ses opérations de refinancement, les banques vont répercuter cette hausse sur le coût des crédits qu'elles accordent. Les agents économiques vont être plus réticents à emprunter et vont alors réduire leur consommation (particuliers) ou leur production (entreprises).

Cette politique vise à contrôler l'inflation en limitant la création excessive de monnaie et en incitant les banques à gérer leurs liquidités de manière prudente. Cependant, cela peut également contribuer à restreindre la croissance économique en limitant l'accès au crédit.

Bâle III, le sauvetage européen ?

Le cadre réglementaire de Bâle III joue un rôle fondamental dans la réponse globale à la crise financière mondiale. Il comble un certain nombre des lacunes du cadre réglementaire de 2008 et pose les bases d'un système bancaire résilient, qui contribuera à éviter l'accumulation de fragilités systémiques. Ce dispositif permettra au système bancaire de soutenir l'économie réelle tout au long du cycle économique. Si les politiques d'austérités monétaires pratiquées en Europe sont semblables à celles des USA, les mécanismes de sécurité instaurés par le comité de Bâle nous ont peut-être préservé d'une faillite bancaire au sein de l'Union Européenne ou bien d'une catastrophe systémique à la suite de la chute de la SVB et plus tard du Crédit Suisse.

Initialement, les réformes de Bâle III se sont concentrées sur le renforcement des objectifs suivants du cadre réglementaire : (liste non exhaustive)

- Améliorer la qualité des fonds propres réglementaires des banques en attachant davantage d'importance à la capacité d'absorption des pertes en continuité d'exploitation sous la forme d'actions ordinaires et assimilées (CET1) ;
- Augmenter le niveau des exigences de fonds propres afin de garantir que les banques sont assez résilientes pour surmonter leurs pertes en période de tensions ;

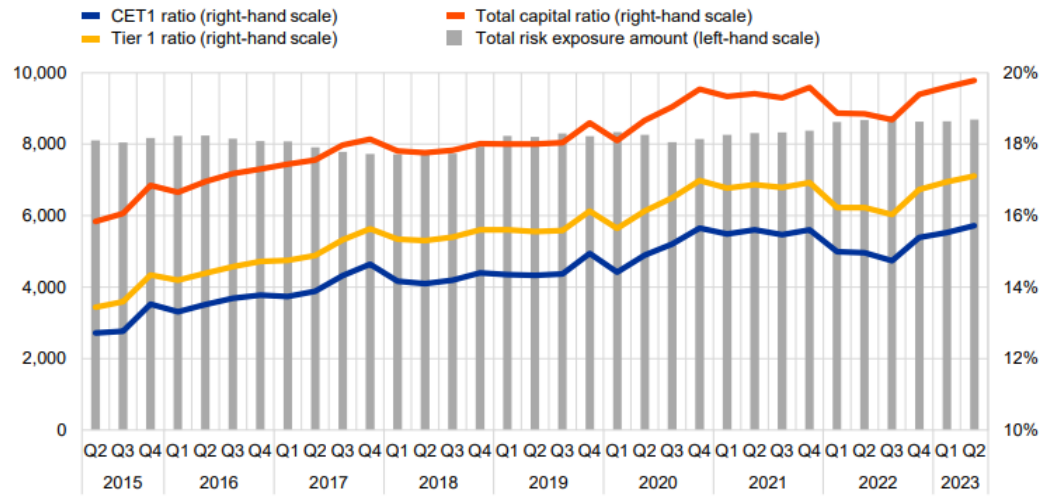
- Préciser un niveau minimum d'exigences au regard du ratio de levier visant à limiter un endettement excessif dans le système bancaire et à compléter les exigences de fonds propres pondérées en fonction des risques ;
- Mettre en place un dispositif international d'atténuation du risque excessif de liquidité et de transformation des échéances, au travers du ratio de liquidité à court terme (LCR) « Liquidity Coverage Ratio » et du « net stable funding ratio » (NSFR). (ratio structurel de liquidité à long terme)
- L'introduction d'un tampon de capital supplémentaire pour le ratio de levier, visant à réduire davantage l'effet de levier des grandes institutions bancaires systémiques.

Chaque année et trimestre, la Banque centrale européenne (BCE) publie des rapports sur la supervision bancaire. Ces rapports examinent la conformité des institutions bancaires aux mesures de Bâle III.

En analysant ces données, on peut s'apercevoir que les mécanismes de protection sont bien respectés :
Les ratios de fonds propres agrégés des établissements importants (c'est-à-dire les banques supervisées directement par la BCE) ont augmenté au deuxième trimestre 2023. Cette évolution s'inscrit dans la continuité des quatrièmes trimestres des années précédentes, caractérisées par une contraction des bilans en fin d'année. (Graphique)

Ratios de fonds propres et leurs composantes

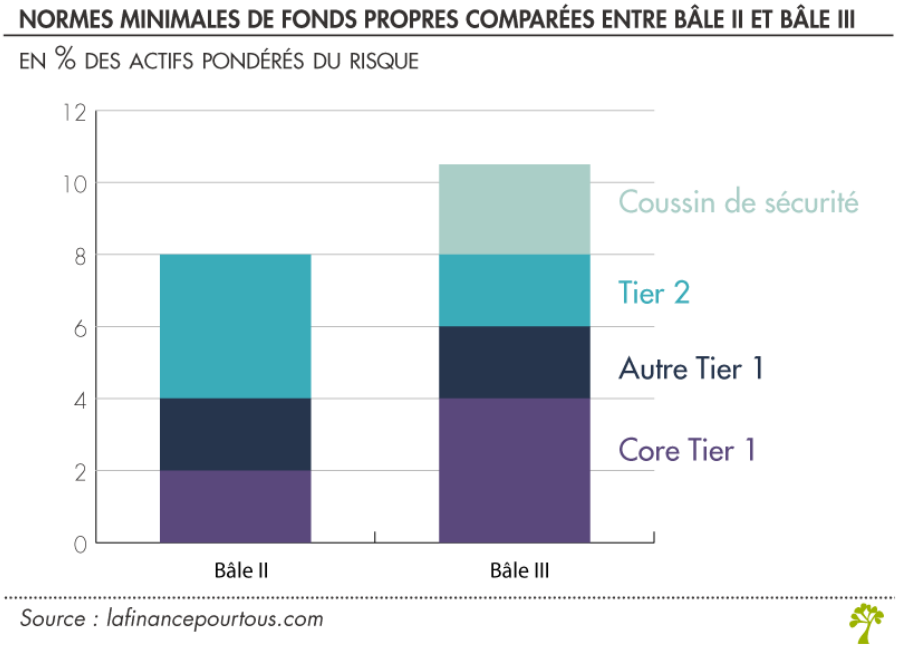
(en milliards d'euros ; en pourcentages)



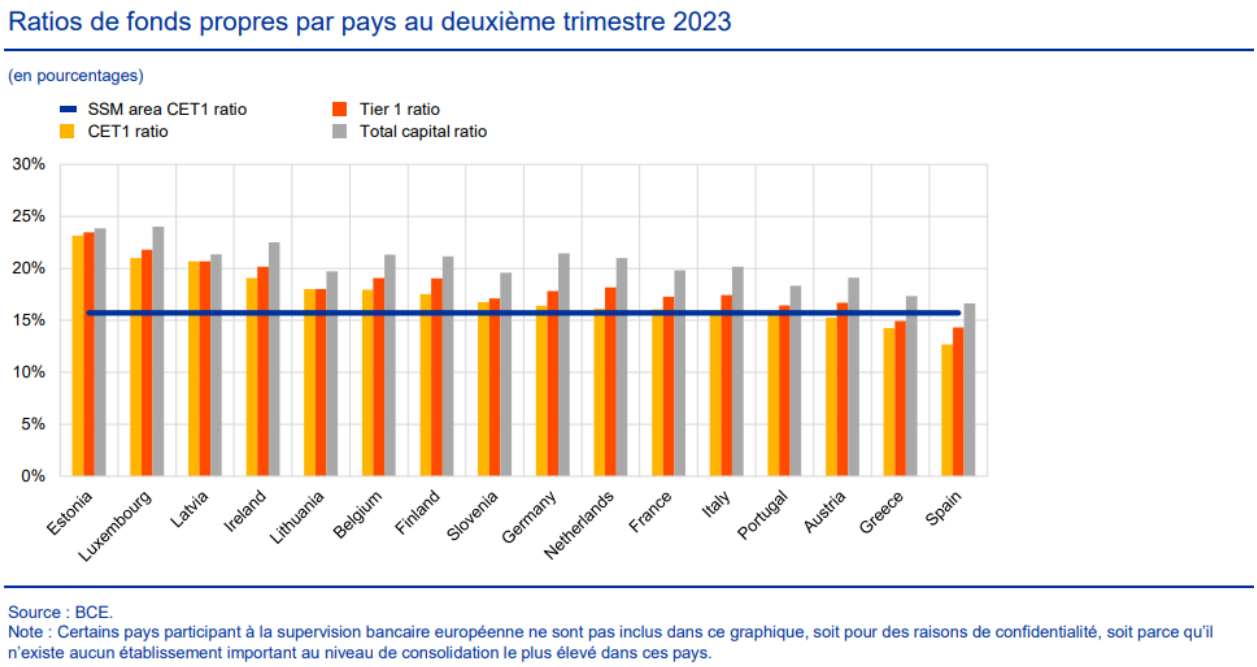
Source : BCE.

Pour avoir une marge suffisante, on considère que le ratio de fonds propres de base de

catégorie 1 (CET1) doit être de 20% et l'exigence minimale de fonds propres réglementaires (Tier 1 et Tier 2) en regard des risques pondérés est égale à 8 %.



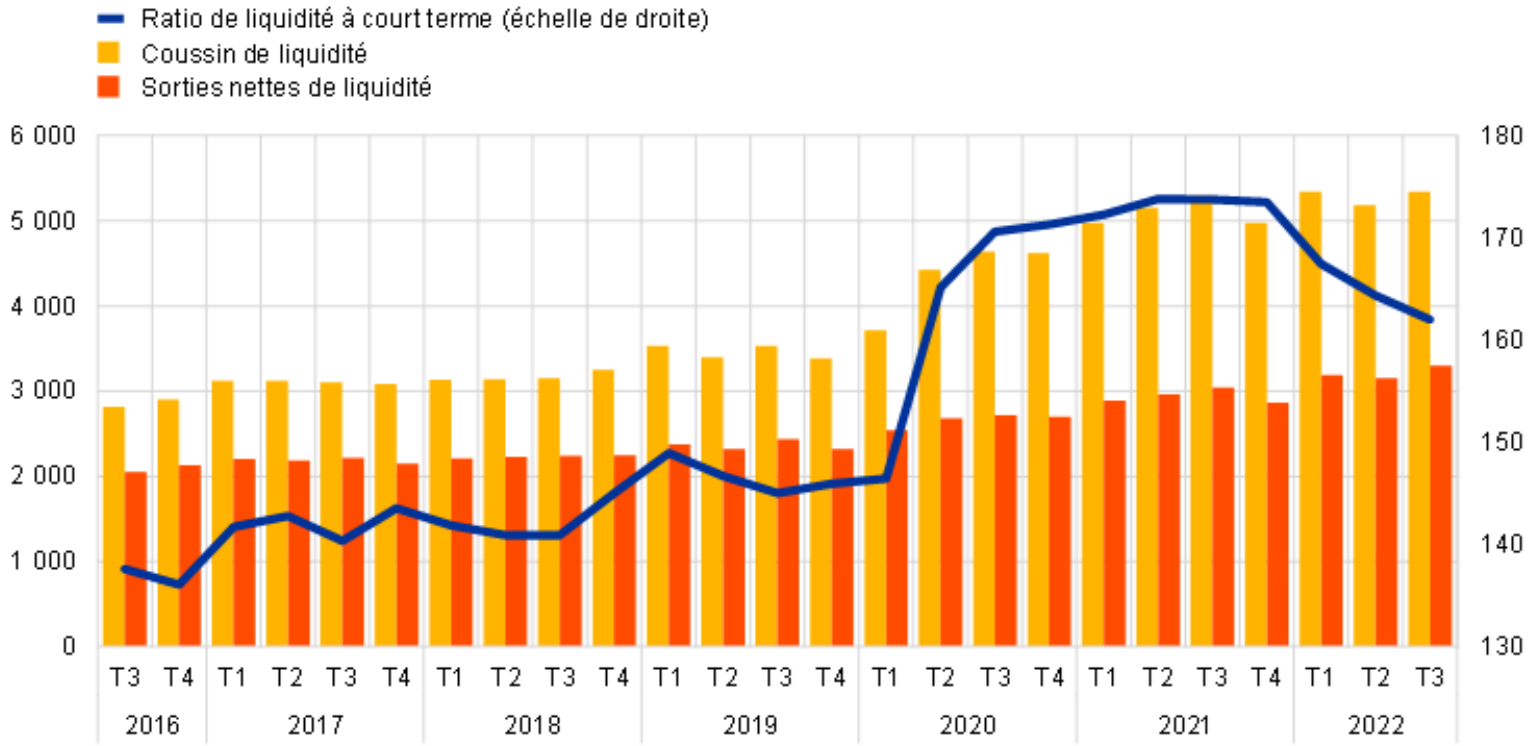
Le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'est établi à 15,72 %, le ratio de fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) à 17,11 % et le ratio du total des fonds propres à 19,78 %. Les ratios CET1 agrégés pour les différents pays sont compris entre 12,70 % en Espagne et 23,16 % en Estonie. (Graphique)



Au quatrième trimestre de 2022, le ratio de couverture de liquidité est demeuré relativement stable, s'établissant à 161,46 % (Graphique).

Évolutions du ratio de liquidité à court terme, du coussin de liquidité et des sorties nettes de liquidité

(échelle de gauche : en milliards d'euros ; échelle de droite : en pourcentage)



Source : Statistiques prudentielles de la BCE. (anglais)
Note : L'échantillon inclut l'ensemble des établissements importants au niveau de consolidation le plus élevé au sein du MSU (échantillon variable).

Cela représente une légère baisse par rapport au trimestre précédent où il était de 161,99 %, et une baisse plus significative par rapport au quatrième trimestre de 2021 où il était de 173,43 %.

Un ratio de couverture de liquidité (LCR) de 161,46 % signifie que la banque dispose d'une quantité de liquidités nettes bien supérieure aux exigences minimales réglementaires. En d'autres termes, elle a amplement de réserves de liquidités pour faire face à des situations de stress financier et pour répondre à ses besoins de financement à court terme.

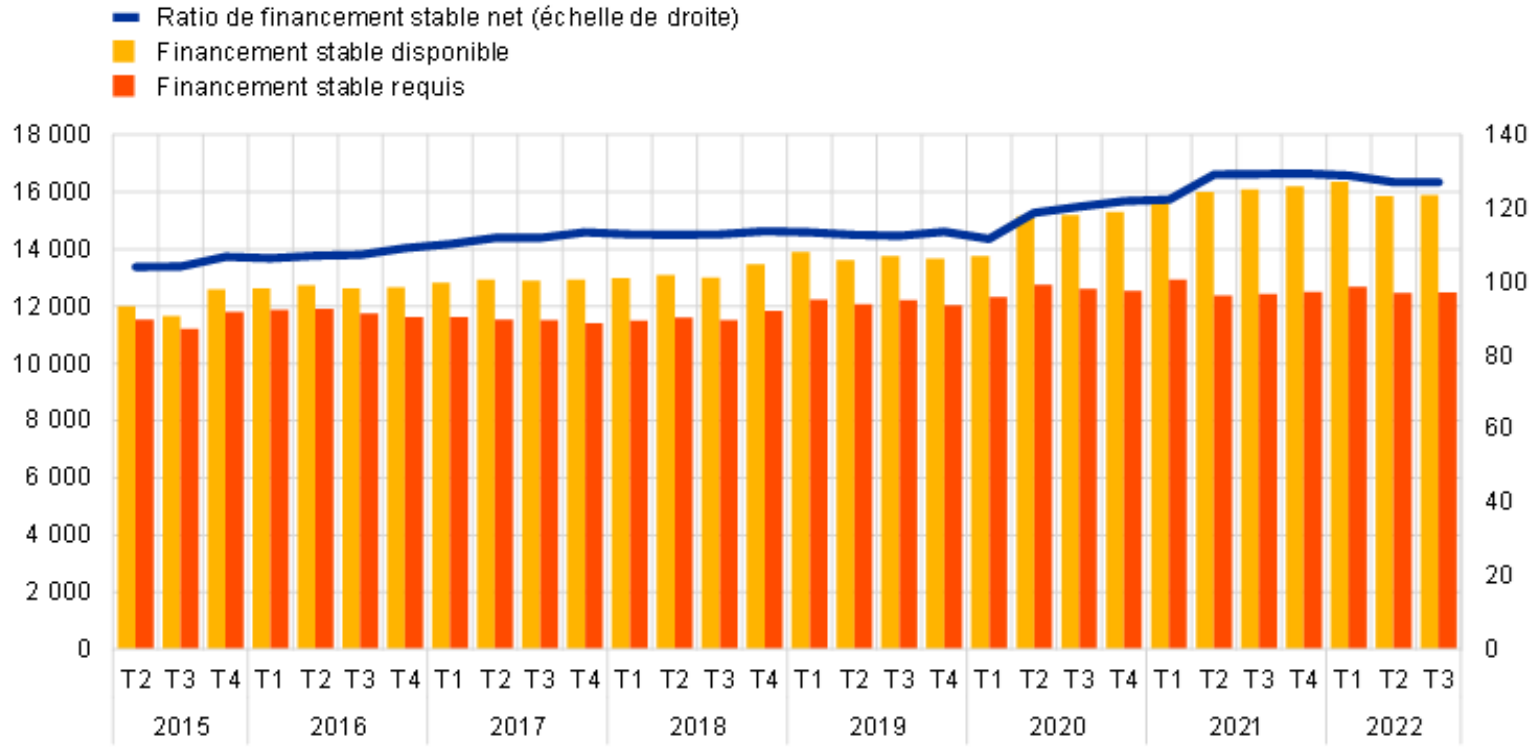
Plus précisément, un ratio LCR de 161,46 % implique que, pour chaque

100 unités de passifs à court terme (comme les dépôts de clients ou d'autres dettes venant à échéance dans un court laps de temps), la banque détient 161,46 unités d'actifs liquides de haute qualité, tels que des titres du gouvernement ou des dépôts auprès de banques centrales.

Parallèlement, le ratio de financement stable net a également connu une légère diminution, atteignant 125,76 % (voir Graphique) au quatrième trimestre de 2022. Ce chiffre est en baisse par rapport au trimestre précédent où il était de 127,06 %, et par rapport au quatrième trimestre de 2021 où il était de 129,40 %. Cela indique que la banque a une quantité suffisante de financement stable pour couvrir ses actifs à long terme. Ainsi, pour chaque 100 unités d'actifs à long terme détenus par la banque, elle dispose de 125,76 unités de financement stable à long terme pour les soutenir.

Évolutions du ratio de financement stable net, du financement stable disponible et du financement stable requis

(échelle de gauche : en milliards d'euros ; échelle de droite : en pourcentage)



Source : Statistiques prudentielles de la BCE. (anglais)
Note : L'échantillon inclut l'ensemble des établissements importants au niveau de consolidation le plus élevé au sein du MSU (échantillon variable).

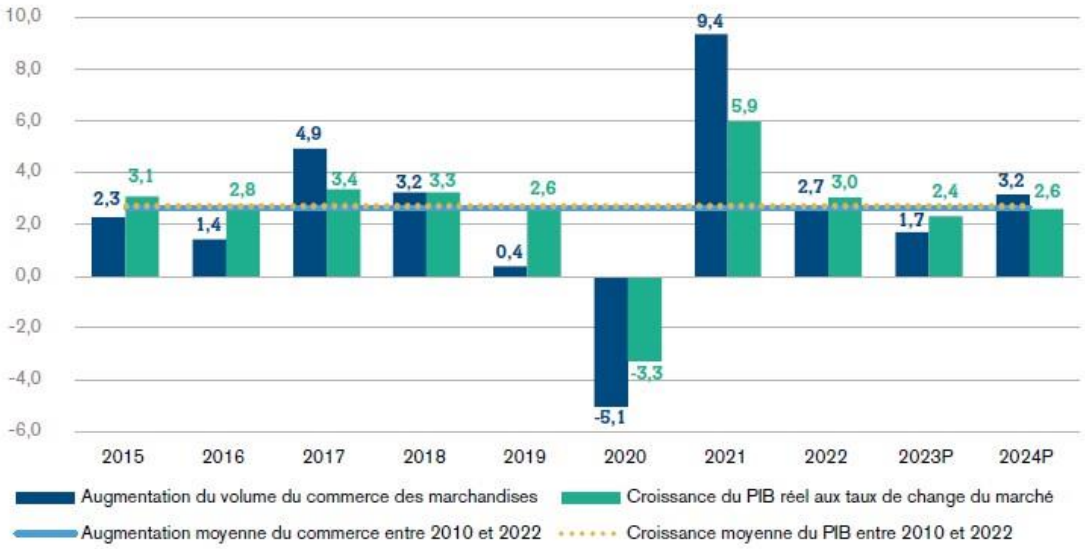
Vision Globale

Le ralentissement de la locomotive économique mondiale se confirme pour 2023-2024, avec des prévisions de croissance rétrogradées à 3% contre 3,5% en 2022. La politique agressive de restriction monétaire engagée par les banques centrales pour étouffer l'inflation plombe l'activité. Si l'inflation globale est attendue en repli à 6,8% en 2023 puis 5,2% en 2024, après avoir culminé à 8,7% en 2022, l'inflation sous-jacente, débarrassée des éléments volatils, devrait selon toute vraisemblance diminuer à un rythme plus mesuré. De plus, les projections pour 2024 ont été révisées à la hausse, témoignant de pressions inflationnistes tenaces.

La tempête financière semble s'éloigner après que le gouvernement américain ait relevé le plafond de sa dette. Un répit bienvenu même si des menaces continuent de planer sur la croissance économique mondiale.
L'inflation notamment pourrait rester durablement élevée, voire flamber sous l'effet de chocs supplémentaires comme une aggravation des conflits géopolitiques ou des catastrophes climatiques. Forçant ainsi les banques centrales à serrer encore davantage l'étau monétaire. À leur tour, les marchés financiers pourraient se cabrer face à ce durcissement des politiques monétaires. La Chine, étouffée par la crise de son secteur immobilier, pourrait entraîner l'économie internationale dans son sillage. Mais il subsiste une chance d'échapper au pire : une décrue plus rapide que prévu de l'inflation, autorisant un assouplissement monétaire, conjuguée à une demande intérieure plus robuste. Une embellie bienvenue mais encore incertaine.
Surtout que le commerce international risque de sérieusement s'essouffler. Après un rythme effréné de 5,9% en 2021 et 2,7% en 2022, les échanges commerciaux internationaux devraient peiner à 1,7% en 2023 avant de repartir mollement à 3,2% en 2024. (Graphique)

Graphique 1 : Volume du commerce des marchandises et croissance du PIB à l'échelle mondiale, 2015 - 2024

Variation annuelle en %



Note : Les chiffres pour 2023 et 2024 sont des projections.
Source : OMC, pour le volume du commerce des marchandises, et estimations consensuelles pour le PIB.

Des performances chétives en regard des standards récents, très éloignées des fulgurances d'antan (4,9% de moyenne annuelle sur la période 2000-2019). Outre le ralentissement de la demande, d'autres facteurs handicapent les flux commerciaux transfrontaliers : Le glissement de la consommation vers les services domestiques et la tendance au repli protectionniste. Autant d'obstacles qui laissent présager un atterrissage brutal pour les échanges commerciaux mondiaux après leur envol post-pandémie.

Analyse globale du marché crypto

L'écosystème crypto, malgré son recul en 2022, conserve une capitalisation boursière impressionnante. Son adoption mondiale repose sur le principe de décentralisation, se libérant ainsi des contraintes des banques centrales.

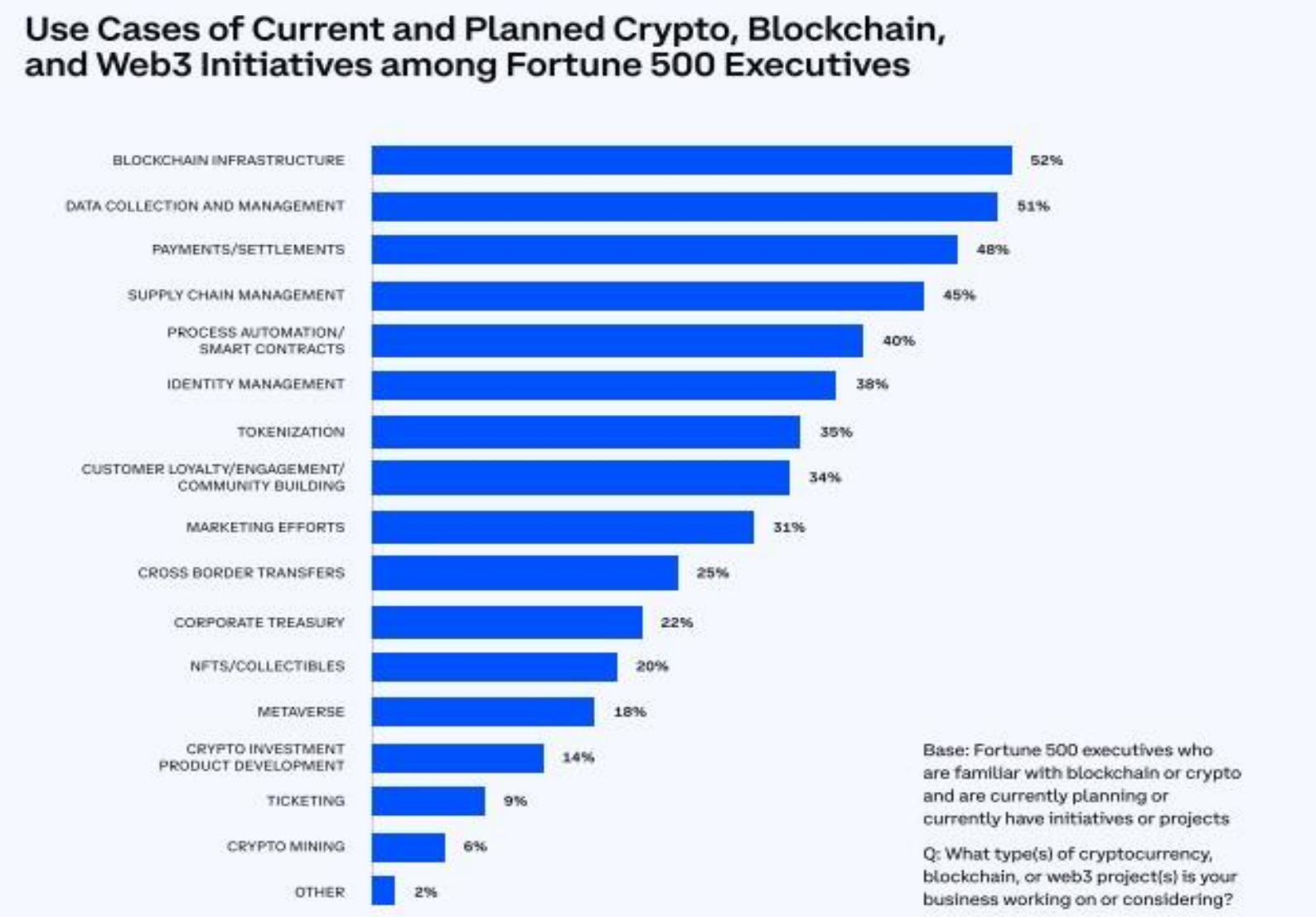
Mais malgré sa prétention à offrir une alternative financière, la crypto se heurte à des obstacles inhérents à la structure des blockchains sans permission. La limitation de la capacité de la blockchain entraîne congestion et frais élevés. Cette situation condamne les cryptos décentralisées à rester des systèmes de paiement lents et coûteux.
Son bilan actuel souligne ses lacunes structurelles et son incapacité à s'imposer dans le système monétaire actuel et ce malgré son potentiel d'innovation et le fait que l'écosystème ait attiré des millions d'utilisateurs.

Sur une note plus positive, de nombreuses grandes entreprises embrassent activement les technologies du web3 pour maintenir leur compétitivité et se préparer à l'avenir. Une enquête réalisée auprès des dirigeants des entreprises figurant dans le classement Fortune 500, qui détiennent une expertise en matière de crypto et de blockchain, révèle plusieurs tendances significatives :

- Ces entreprises sont motivées par un souci de rester à l'avant-garde de leurs secteurs respectifs en adoptant les technologies du web3. Cette préoccupation pour une position de leader compte parmi leurs motivations principales, concernant également la satisfaction des attentes des consommateurs.
- Elles considèrent que les technologies du web3 ont le potentiel d'améliorer l'efficacité de leurs opérations, d'où leur investissement actif dans des initiatives liées à la crypto, à la blockchain et au web3.
- Le web3 est considéré comme essentiel à la survie et à la croissance de ces entreprises. Les dirigeants reconnaissent que le monde des affaires évolue dans cette direction et ils sont déterminés à ne pas être laissés pour compte.
- Certains dirigeants se concentrent spécifiquement sur l'application des technologies web3 à la gestion globale de l'approvisionnement et au contrôle des stocks. Ils estiment que ces technologies peuvent faciliter la coordination à l'échelle mondiale.

Parmi les cas d'utilisation les plus en vue du web3, on retrouve notamment l'infrastructure blockchain qui sous-tend les réseaux blockchain (52 % des entreprises), la collecte et la gestion de données, qu'il s'agisse de données clients ou internes (51 %), ainsi que les

paiements et le règlement (48 %). Ces cas d'utilisation correspondent aux priorités du Fortune 500, qui montre également un fort intérêt pour la collecte et la gestion de données. (Graphique)



Dans le secteur des services financiers, les initiatives se concentrent principalement sur les paiements, suivis par le développement de produits de trading crypto tels que les fonds négociés en bourse et les produits de trading grand public, ainsi que la tokenisation d'actifs.

L'ensemble de ces éléments témoigne du rôle critique de la blockchain et des technologies du web3 dans l'avenir des grandes entreprises. Elles sont perçues comme des éléments essentiels pour renforcer l'efficacité opérationnelle, gérer les données de manière optimale, renforcer la sécurité, tout en créant de nouvelles opportunités sur le marché. Cette transition

vers le web3 illustre la volonté des entreprises de rester compétitives et de s'adapter aux avancées technologiques majeures qui redéfinissent leurs secteurs d'activité.

Pour rester à l’écoute de ce nouvel écosystème, laissez-vous porter par les initiatives de UAP qui s’animent autour de la technologie et des métamorphoses de notre société contemporaine.

Pour finir, à notre avis, plusieurs facteurs peuvent générer un mouvement haussier significatif :

- Le halving, historiquement et par nature, a été un moteur de croissance pour le Bitcoin et le marché des cryptomonnaies.
- L'actuelle attention médiatique entourant l'éventuelle introduction d'un ETF Bitcoin sur le marché au comptant est un élément susceptible de stimuler la demande, aussi bien de la part d'acteurs institutionnels que d'investisseurs particuliers recherchant une exposition aux cryptomonnaies avec un niveau de sécurité accru.
- Une situation macroéconomique favorable, caractérisée par une reprise de la croissance, un accès plus facile au crédit, une confiance accrue des banques pour investir et accorder des prêts, ainsi que l'utilisation d'outils tels que l'assouplissement quantitatif pour des interventions monétaires directes, peut également jouer un rôle significatif

CONCLUSION

En conclusion, ce rapport éclaire sur les évolutions macroéconomiques contrastées de ces derniers mois ainsi que les défis persistants auxquels sont confrontés les décideurs publics.

En somme, alors que se termine bientôt l'année 2023, les défis demeurent multidimensionnels et représentent un exercice d'une complexité inédite pour les autorités économiques et financières. Leur capacité à orchestrer une sortie de crise progressive sans provoquer de rechute récessive, tout en posant les bases d'une croissance future plus équilibrée et soutenable, sera déterminante.

Combinez à ce mélange l'évolution disruptive de l'un des outils les plus indispensable de notre civilisation et vous aurez un cocktail représentatif de la situation présente.

SOURCE

https://www.ecb.europa.eu/stats/ecb_surveys/bank_lending_survey/html/ecb.blssurvey2023q2~6d340c8db6.en.html

https://www.federalreserve.gov/publications/files/202305-supervision-and-regulation-report.pdf

https://www.federalreserve.gov/publications/files/financial-stability-report-20230508.pdf

https://www.federalreserve.gov/publications/files/balance_sheet_developments_report_202305.pdf

https://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/files/20230616_mprfullreport.pdf

https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/ecbu/eb202304.en.pdf

https://www.bis.org/publ/arpdf/ar2023e.pdf